

# **FAD-12 et changement climatique : Appuyer la croissance à faible intensité de carbone et à l'épreuve du climat**

**Document d'information**

Troisième réunion relative à la 12<sup>ème</sup> reconstitution  
des ressources du FAD  
Mai 2010  
Abidjan, Côte d'Ivoire



**FONDS AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT**

## Résumé analytique

### Contexte

De toutes les régions du monde, l'Afrique est sans aucun doute l'une des plus vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. Ces effets se manifestent déjà par la survenue fréquente d'événements climatiques extrêmes tels que les inondations, les sécheresses et les vagues de chaleur. L'Afrique pourrait certes vouloir prendre des mesures pour s'attaquer à ces effets néfastes à court terme et promouvoir une économie à l'épreuve du climat à long terme, mais elle a également la possibilité d'emprunter la voie du développement à faible intensité de carbone. Il existe des perspectives pour ce qui est de l'atténuation de ces effets sur l'utilisation des terres, les forêts et l'énergie. La Banque africaine de développement a substantiellement renforcé ses capacités et s'est repositionnée pour faire face aux demandes considérables liées au changement climatique. La Direction a récemment proposé la création d'un département de l'énergie, de l'environnement et du changement climatique. Au cas où sa création est approuvée, ce département permettra à la Banque de relever le double défi du changement climatique et de l'énergie renouvelable sur le continent.

### FAD-12 dans l'environnement post-Copenhague

L'adaptation et l'atténuation ont un coût. Selon les estimations, les ressources nécessaires pour que l'Afrique s'adapte au changement climatique et emprunte la voie d'une croissance à faible intensité de carbone seront respectivement de 22 milliards de dollars et de 31 milliards de dollars par an d'ici à 2015. L'Afrique est allée à Copenhague dans l'espoir d'y obtenir un accord mondial global sur le changement climatique. Tel n'a pas été le cas. La Banque reçoit des pays membres régionaux de nombreuses demandes de financements dans le domaine du changement climatique. Compte tenu de la possibilité que le changement climatique mette en péril les modestes progrès réalisés par le continent vers l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement, la Banque africaine de développement a pris l'engagement de donner suite aux demandes de ses pays membres régionaux pour les aider à relever les défis associés au changement climatique.

### Priorités stratégiques du FAD-12

Au titre du FAD-11, la Banque a appuyé plusieurs initiatives en faveur de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau, du transport, et de l'énergie. En se basant sur les enseignements tirés de la mise en œuvre des initiatives relatives au changement climatique au titre du FAD-11, la Banque a élaboré un plan d'action pour le changement climatique, qu'elle présentera au Conseil au cours du deuxième trimestre de 2010. Dans le cadre du FAD-12, la Banque concentrera l'attention sur l'intégration des mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dans toutes ses activités de développement. En partenariat avec les pays membres régionaux, la Banque est en train de concevoir des programmes et des initiatives visant à aider les pays à s'attaquer aux risques associés au changement climatique, tout en œuvrant à la promotion d'une économie sobre en carbone, avec un accent particulier sur l'infrastructure et l'intégration régionale.

Le Plan d'action mettra également un grand accent sur l'appui aux activités menées en amont, grâce à l'amélioration du savoir et au renforcement des capacités, aussi bien au sein de la Banque que dans les pays membres régionaux.

### Partenariats

La Banque reconnaît les énormes synergies inhérentes aux activités dans le domaine du changement climatique et engagera plus vigoureusement ses partenaires en vue du financement, de la coordination et de l'harmonisation des initiatives ciblant le changement climatique sur le continent. Compte tenu de l'accès limité de l'Afrique, par le passé, aux fonds mondiaux, la Banque prendra également des mesures pour améliorer sensiblement l'accès des pays membres régionaux à ces fonds.

## Table des matières

<b>Abréviations et sigles .....</b>	<b>iii</b>
<b>1. Contexte .....</b>	<b>1</b>
<b>2. Défis associés au changement climatique en Afrique .....</b>	<b>1</b>
<b>3. Approche de la Banque pour le changement climatique et domaines stratégiques d'intervention au titre du FAD-12 .....</b>	<b>3</b>
<i>Cadres organisationnel, stratégique et politique du changement climatique .....</i>	<i>3</i>
<i>Intégration du changement climatique dans les priorités stratégiques du FAD-12 .....</i>	<i>4</i>
<i>Adaptation: importance du savoir et d'une approche proactive.....</i>	<i>5</i>
<i>Atténuation: Appuyer la croissance à faible intensité de carbone en Afrique.....</i>	<i>8</i>
<i>Partenariats : l'impératif de collaboration.....</i>	<i>9</i>
<b>4. Financement du changement climatique en Afrique .....</b>	<b>11</b>
<b>5. Conclusion.....</b>	<b>12</b>
<b>Annexe I: Fonds pour les technologies propres en Afrique: plans d'investissement des pays et fonds alloués .....</b>	<b>13</b>
<b>Annexe II: Liste indicative des projets de la réserve relatifs au changement climatique – 2010-2014.....</b>	<b>14</b>

### Graphiques

Graphique 1: Projections concernant le coût économique du changement climatique en Afrique .....	11
--	----

### Encadrés

Encadré 1: Plan d'activités pour le secteur de l'eau .....	4
Encadré 2: Une initiative multinationale: Projet sur le climat pour le développement de l'Afrique .....	6
Encadré 3: Mettre à l'épreuve du climat le projet routier Ndali-Nikki-Chicandou-frontière bénino-nigériane .....	6
Encadré 4: Projet de gestion participative intégrée des bassins versants en Gambie.....	7
Encadré 5: Programme d'appui au développement durable du Lac Tchad .....	7
Encadré 6: Projet de centrale éolienne du Lac Turkana au Kenya .....	8
Encadré 7: Fonds pour les forêts du bassin du Congo.....	9

## Abréviations et sigles

ACMAD	Centre africain pour les applications de la météorologie au développement
AWM	Hydraulique agricole
BAD	Banque africaine de développement
CDSF	Fonds spécial ClimDev-Afrique
ClimDev-Afrique	Programme sur le climat pour le développement de l'Afrique
CRMA	Stratégie de gestion du risque climatique et d'adaptation aux changements
FAD	Fonds africain de développement
FAD-11	Onzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FAD-12	Douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement
FFBC	Fonds pour les forêts du bassin du Congo
FTP	Fonds pour les technologies propres
GES	Gaz à effet de serre
MDP	Mécanisme de développement propre
MW	Mégawatt
NAMA	Mesure d'atténuation appropriée au niveau national
NMHS	Services météorologiques et hydrologiques nationaux
OMD	Objectif du Millénaire pour le développement
PMR	Pays membre régional
REDD+	Mécanisme pour la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts, et pour l'utilisation durable des terres
UC	Unité de compte

# **FAD-12 ET CHANGEMENT CLIMATIQUE : APPUYER LA CROISSANCE À FAIBLE INTENSITÉ DE CARBONE ET À L'ÉPREUVE DU CLIMAT**

---

## **1. Contexte**

- 1.1 Pour l'Afrique, le changement climatique constitue à la fois une préoccupation environnementale et une menace majeure pour le développement durable, la réduction de la pauvreté, et l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)<sup>1</sup>. L'Afrique supporte une part disproportionnée des effets néfastes du changement climatique, effets qui se manifestent déjà avec la fréquence accrue d'événements climatiques extrêmes tels que les inondations, les sécheresses, les vagues de chaleur. Des événements encore plus graves sont prédits. L'Afrique doit non seulement s'adapter<sup>2</sup> à ces effets à court terme, mais elle doit également emprunter la voie du développement économique à l'épreuve du climat, afin de pouvoir faire face aux effets néfastes du changement climatique à moyen et à long terme. Compte tenu de cet impératif, la Stratégie à moyen terme 2008-2012 du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD ou Banque) insiste sur l'importance de l'intégration des préoccupations liées au changement climatique dans tous les projets et investissements financés par la Banque.
- 1.2 Au cours de la deuxième réunion relative à la douzième reconstitution générale des ressources du Fonds africain de développement (FAD-12), tenue en février 2010 au Cap (Afrique du Sud), les plénipotentiaires ont approuvé une approche stratégique, au titre du FAD-12, qui consiste pour le Fonds africain de développement (FAD ou Fonds) à intégrer dans ses opérations l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets. Dans ce contexte, la Direction s'est portée volontaire pour préparer le présent document d'information qui résume l'approche proposée du Groupe de la Banque pour le changement climatique et expose, dans leurs grandes lignes, certaines préoccupations et certains défis liés au financement des besoins substantiels de l'Afrique dans le domaine du changement climatique.
- 1.3 La section 1 du document présente le contexte. La section 2 résume les principaux problèmes liés au changement climatique, auxquels est confrontée l'Afrique. La section 3 présente les principaux domaines stratégiques d'intervention, au titre du FAD-12, pour aider les pays membres régionaux (PMR) à élaborer des politiques, programmes et projets intégrant les dimensions du changement climatique. Pour sa part, la section 4 examine brièvement les ressources financières nécessaires pour répondre aux besoins de l'Afrique dans le domaine du changement climatique, et la section 5 est la conclusion du document.

## **2. Défis associés au changement climatique en Afrique**

- 2.1 Au titre des scénarios de croissance actuels des émissions de gaz à effet de serre (GES), la plupart des modèles climatiques prévoient un réchauffement planétaire d'environ 3°C au cours du présent siècle. Sans mesures internationales concertées pour réduire les émissions de GES, le monde serait confronté à long terme à un accroissement des changements climatiques déjà nombreux observés jusqu'à présent : augmentation des températures dans l'Arctique ; fonte des glaces ; variations généralisées dans les précipitations, salinité des océans, et tendances des vents. Le monde serait également confronté à des événements climatiques extrêmes tels que les sécheresses, les fortes précipitations, les vagues de

---

<sup>1</sup> Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, Union africaine, Banque africaine de développement, 2009. *Évaluation des progrès réalisés par l'Afrique vers l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement, 2009*. Voir aussi Nations Unies, 2009, *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement*. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.un.org/millenniumgoals/pdf/MDG%20Report%202009%20ENG.pdf> (date de consultation : 21 avril 2010).

<sup>2</sup> Par adaptation au changement climatique, l'on entend la réduction de la vulnérabilité des populations et de l'environnement aux effets du changement climatique. Les mesures d'adaptation sont généralement classées en deux catégories : les mesures « molles » (par exemple, les politiques) et les mesures « dures » (par exemple les maisons à l'épreuve des ouragans). Les effets du changement climatique touchent déjà les pays en développement, en particulier les pays pauvres et très vulnérables disposant de très peu de ressources sociales, technologiques et financières pour l'adaptation.

chaleur, et les cyclones tropicaux intenses. Les effets du changement climatique sur les écosystèmes, l'hydrologie et les ressources en eau, la production alimentaire, les systèmes côtiers, les établissements humains, et la santé humaine seront ressentis, à des degrés variés, dans toutes les régions de la planète. Mais, pour l'Afrique, ces effets seront particulièrement – et de façon disproportionnée – onéreux. Le changement climatique, avec les conséquences économiques et sociales négatives qu'il ne manquera pas d'entraîner, constitue une sérieuse menace pour les acquis durement obtenus par l'Afrique sur le plan du développement.

- 2.2 La contribution de l'Afrique aux émissions de GES est actuellement d'environ 4 %. Si le développement industriel et économique se poursuit « comme si de rien n'était », les émissions de l'Afrique pourraient considérablement augmenter. C'est la raison pour laquelle des mesures concrètes doivent être prises immédiatement pour placer le continent sur la voie d'un développement à faible intensité de carbone. Les secteurs de l'énergie, de l'utilisation des terres, et des forêts offrent de nombreuses possibilités en matière d'atténuation<sup>3</sup>. Le taux de déboisement en Afrique est pratiquement le double du taux mondial, et le continent perd plus de 4 millions d'hectares (9,9 millions d'acres) de forêts chaque année<sup>4</sup>. Le déboisement et les mauvaises pratiques agricoles étant à l'origine d'environ 65 % des émissions de l'Afrique, l'atténuation des effets du changement climatique passe par l'inversion de la tendance au déboisement sur le continent. La Banque a consenti des investissements substantiels dans la préservation des forêts de l'Afrique et a apporté une contribution significative à la réduction des émissions de GES, en particulier dans le bassin du Congo. La protection d'une proportion supplémentaire de 1 % des forêts du bassin du Congo permettrait d'économiser quelque 230 millions de tonnes de carbone par an, soit l'équivalent d'un tiers des émissions de GES annuelles du Royaume-Uni.
- 2.3 Les effets néfastes que devrait avoir le changement climatique sur l'Afrique seront accentués par les facteurs suivants:
- *Fragilité naturelle* : Les terres arides ou semi-arides occupent deux tiers de la superficie de l'Afrique subsaharienne. Les effets que le changement climatique devrait avoir sur l'Afrique sont dans chaque cas supérieurs à la moyenne mondiale. Les changements prévus dans les modes de précipitations s'accompagneront probablement d'une augmentation de la fréquence des sécheresses et des inondations. La montée prévue du niveau de la mer constitue une menace pour les communautés vivant dans les zones côtières basses du continent, et notamment pour les petits États insulaires en développement.
  - *Forte dépendance à l'égard de l'agriculture pluviale* : L'agriculture pluviale contribue pour environ 30 % au produit intérieur brut de l'Afrique et constitue la principale occupation de près de 70 % de la population. Sans mesures d'adaptation, l'agriculture africaine connaîtra la baisse de productivité la plus importante par rapport à tout autre continent. Selon des estimations récentes, la productivité agricole en Afrique devrait chuter de 16,7 % d'ici à 2080, contre 7,7 % pour le reste du monde en développement. En Europe, la productivité devrait en revanche augmenter de 4,1 % sur la même période.
  - *Faible qualité de l'infrastructure d'énergie, d'eau, et de transport* : L'inadéquation de l'infrastructure constitue une contrainte majeure pour la promotion d'une économie plus diversifiée et à l'épreuve du climat. La pratique de l'agriculture irriguée en Afrique ne représente que 7 % de toutes les activités agricoles. Il est nécessaire d'investir dans des plans d'irrigation efficaces pour mettre un terme à la dépendance de l'Afrique à l'égard de l'agriculture pluviale. Seule une proportion de 8 % du potentiel hydroélectrique du continent est exploitée. Pas plus de 26 % d'Africains ont accès à l'électricité, et là où l'alimentation en électricité est assurée, celle-ci est souvent peu fiable. Beaucoup d'Africains vivent loin d'une route praticable en toute saison, et les réseaux routiers régionaux, qui jouent un rôle central dans le commerce, sont en mauvais état.

<sup>3</sup> Par atténuation des effets du changement climatique, l'on entend la réduction des émissions de GES émanant de sources telles que la combustion des hydrocarbures fossiles, ainsi que l'amélioration des pièges et réservoirs (tels que les forêts) susceptibles de stocker le dioxyde de carbone.

<sup>4</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2009, *Afrique: Atlas de notre environnement changeant*.

- *Cadence rapide de l'urbanisation* : L'Afrique est la région qui enregistre le taux d'urbanisation le plus rapide au monde. D'ici à 2020, la moitié des Africains vivront en ville. La ville est certes un facteur clé de croissance économique, mais plus de 70 % de la population urbaine en Afrique vit dans les bidonvilles. Les villes africaines, dont les systèmes de drainage, d'assainissement et de gestion des déchets solides présentent des insuffisances, seront très vulnérables à l'augmentation de la fréquence des inondations, en particulier les villes des zones côtières.
- *Vulnérabilité aux maladies tropicales* : La portée géographique de plusieurs maladies change, à mesure qu'augmentent les températures. Le paludisme, par exemple, qui est déjà la maladie la plus meurtrière en Afrique subsaharienne, se propage de plus en plus dans les zones d'altitude, auparavant exemptes de paludisme. Sous l'effet du changement climatique, 90 millions d'Africains supplémentaires devraient être exposés au paludisme d'ici à 2030.
- *Risque d'accentuation de la fragilité* : Les personnes qui seront les plus durement touchées par le changement climatique et qui éprouveront le plus de difficultés à s'y adapter sont celles qui vivent dans la pauvreté, en particulier dans les États faibles ou instables. Pour ces personnes, le changement climatique ne sera synonyme que d'autres souffrances et d'un risque plus élevé de migrations massives, de conflits violents et d'accentuation de la fragilité.

2.4 Sans engagements ciblés, coordonnés et en temps opportun à réduire les effets néfastes du changement climatique, le développement de l'Afrique est en péril. L'instabilité qui s'en suivrait pourrait avoir des conséquences à l'échelle mondiale.

### **3. Approche de la Banque pour le changement climatique et domaines stratégiques d'intervention au titre du FAD-12**

#### ***Cadres organisationnel, stratégique et politique du changement climatique***

- 3.1 La mise en œuvre de plusieurs initiatives ciblant le changement climatique, au titre du FAD-11, a fourni des indications utiles pour les actions à mener au titre du FAD-12. Au titre du FAD-11, la Banque a constamment renforcé ses capacités et s'est réorganisée de façon à utiliser plus efficacement les ressources du FAD pour améliorer l'accès à l'énergie propre et s'attaquer aux risques associés au changement climatique en Afrique. La Banque réorganise actuellement ses structures et a proposé la création d'un département de l'énergie, de l'environnement et du changement climatique pour renforcer ses interventions dans ces domaines. Des mesures sont prises pour améliorer le dosage des compétences du personnel du Groupe de la Banque, afin de s'assurer que la Banque est à même de mettre en œuvre son programme. À mesure que sont élaborés un plus grand nombre de projets et programmes, les capacités de la Banque devront être renforcées en conséquence.
- 3.2 Au titre du FAD-12, le Fonds s'appuiera sur les innovations internationales en cours et sur les enseignements tirés du FAD-11 pour mieux intégrer les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets dans ses domaines stratégiques prioritaires, et notamment dans l'infrastructure et les opérations régionales. En partenariat avec le Groupe de la Banque, les PMR de la Banque ont déjà commencé à intégrer les mesures d'adaptation au changement climatique dans leurs opérations, par l'élaboration de plans de prévention et d'atténuation, et par l'investissement dans les technologies propres.
- 3.3 La Banque a intégré avec succès le changement climatique dans ses politiques sectorielles récentes, y compris dans la Stratégie pour le secteur de l'agriculture et le Plan d'activités pour le secteur de l'eau (encadré 1). Elle poursuivra ce processus à l'avenir. La Stratégie intégrée de développement urbain, qui est en cours d'examen par le Conseil, accorde aussi l'attention voulue aux effets du changement climatique. Cette stratégie vise à promouvoir la gestion durable des déchets et le transport sobre en carbone, en tant qu'interventions majeures. Le Cadre d'investissement dans l'énergie propre de la Banque, approuvé en 2008, fournit des orientations pour l'augmentation de l'approvisionnement de l'Afrique en énergie propre. Le Groupe de la Banque entend être le principal financier de l'énergie propre en Afrique, de façon à appuyer le développement à faible intensité de carbone sur le continent. La Banque

contribuera directement à l'amélioration de l'accès à l'énergie propre en Afrique, particulièrement en faveur des pauvres. Les préoccupations liées au changement climatique seront également au centre de la stratégie prévue du Groupe de la Banque pour le secteur de l'énergie.

#### **Encadré 1: Plan d'activités pour le secteur de l'eau**

Du point de vue de la variabilité du climat et du changement climatique, l'agriculture est l'un des secteurs les plus vulnérables en Afrique. L'Afrique subsaharienne est la région dont la superficie irriguée aux fins d'agriculture est la plus petite au monde, une proportion de 3 % seulement de toutes les surfaces cultivées bénéficiant de l'hydraulique agricole (AWM). Au cours des 40 dernières années, l'Afrique subsaharienne n'a étendu l'irrigation que sur une superficie supplémentaire de 4 millions d'hectares. L'accroissement de la résistance de l'agriculture en Afrique passe par des investissements substantiels dans des systèmes d'irrigation efficaces, susceptibles de mettre un terme à la dépendance du continent à l'égard de l'agriculture pluviale de subsistance. La mise en œuvre du Plan d'activités de la Banque pour le secteur de l'eau permettra d'étendre l'AWM à une superficie supplémentaire de 500 000 hectares. Les bénéfices réels sont notamment l'augmentation prévue de la production annuelle, à hauteur d'environ 400 000 tonnes pour le riz et de 750 000 tonnes pour les autres céréales. Il ressort des recherches conduites que l'amélioration de l'AWM permettrait d'augmenter le revenu agricole moyen par habitant tiré des projets rizicoles de 86 % à 220 %, et celui tiré des projets non rizicoles de 14 % à 600 %. L'amélioration de l'AWM devrait également permettre d'augmenter aussi bien le nombre d'emplois que leur durée, et devrait bénéficier directement à plus de 600 000 familles d'agriculteurs, dont la plupart sont des pauvres des zones rurales. Enfin, l'augmentation de la production vivrière devrait permettre de réduire les prix des produits alimentaires locaux et d'augmenter ainsi le revenu net réel des consommateurs des denrées alimentaires, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines.

- 3.4 En 2009, le Groupe de la Banque a élaboré sa Stratégie de gestion du risque climatique et d'adaptation aux changements (CRMA)<sup>5</sup>. La stratégie CRMA préconise l'accroissement de l'appui destiné au renforcement des capacités des PMR à s'attaquer aux risques associés au changement climatique. Elle veille également à ce que tous les investissements financés par la Banque soient «à l'épreuve du climat», c'est-à-dire qu'ils soient conçus, implantés, mis en œuvre et gérés de façon à réduire à un niveau minimal les effets néfastes du changement climatique, avec le meilleur rapport coût/efficacité possible. Pour aider à orienter la CRMA, la Banque est en train de finaliser son Plan d'action pour le changement climatique (le processus de finalisation devrait s'achever au deuxième trimestre de 2010). Le Plan d'action s'appuie sur les progrès réalisés dans le domaine de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets, et appuie la mise en œuvre des réformes institutionnelles, l'élaboration des politiques, les campagnes de plaidoyer et l'élargissement du savoir, dans le cadre des projets ciblant des secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture, l'eau, l'énergie, et le transport.

#### ***Intégration du changement climatique dans les priorités stratégiques du FAD-12***

- 3.5 Les mesures d'adaptation et d'atténuation présentées dans ce document, telles qu'approuvées par le plénipotentiaires, seront intégrées dans les opérations du Fonds, au lieu de faire l'objet d'activités autonomes. À cette fin, le FAD : i) intégrera les dimensions du changement climatique dans le dialogue avec les pays et dans les documents directifs, y compris les documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, les documents de stratégie pays, et les documents de stratégie pour l'intégration régionale ; ii) intégrera la gestion du risque climatique dans le dialogue sur les politiques sectorielles et utilisera les opérations sectorielles comme principaux instruments d'investissement dans les mesures d'adaptation et d'atténuation ; et iii) appuiera la promotion d'une croissance à faible intensité de carbone sur le continent, grâce à des investissements soucieux de l'environnement. Ces initiatives seront appuyées par la production du savoir, le renforcement des capacités et la conduite d'études économiques et sectorielles.

<sup>5</sup> Banque africaine de développement, 2009, *Stratégie du Groupe de la Banque pour la gestion du risque climatique et l'adaptation aux changements (CRMA)*. ADF/BD/WP/2009/49/Rev.1.



- 3.6 La principale innovation, au titre du FAD-12, consistera à intégrer les dimensions du changement climatique dans tous les investissements de la Banque, et notamment dans les nouvelles opérations d'infrastructure. Les procédures de gestion du risque climatique seront appliquées à toutes les phases du cycle des projets de la Banque, afin de s'assurer que les opérations de la Banque résistent suffisamment au climat. Au titre du FAD-12, le changement climatique sera pleinement intégré dans les procédures de la Banque pour l'évaluation des effets environnementaux et sociaux. Un appui sera fourni aux PMR pour les aider à mettre en place des systèmes d'information sur le climat, qui permettent d'institutionnaliser la gestion du risque climatique et l'adaptation aux changements dans la planification du développement. Au titre du FAD-12, le changement climatique sera intégré dans un plus grand nombre de politiques sectorielles, et notamment dans les politiques régissant l'infrastructure, le secteur privé, la gouvernance, l'énergie, la santé, l'éducation, et la gestion des ressources naturelles.
- 3.7 Le Plan d'action pour le changement climatique, que se propose d'adopter le Groupe de la Banque, met l'accent sur les investissements compatibles avec le climat. Les options pour l'utilisation des opérations d'appui aux réformes, en tant qu'instrument pour promouvoir les réformes des politiques et règlements au niveau des pays dans les domaines cruciaux pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, seront explorées, ce qui stimulera les investissements publics et privés dans les options compatibles avec le climat. La Banque reconnaît les énormes synergies inhérentes dans les activités relatives au changement climatique et engagera plus activement les partenaires et mettra en place divers mécanismes, conformément à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, par la coordination et l'harmonisation des financements, et par d'autres interventions en vue de maximiser les forces et les avantages comparatifs de chaque entité. Les partenaires et les mécanismes en question, notamment le Fonds pour l'environnement mondial, les fonds d'investissements climatiques, les agences des Nations Unies, et diverses organisations bilatérales, sont présentés plus loin. Il faudra résoudre le problème du manque d'accès des pays FAD à plusieurs fonds mondiaux.
- 3.8 Le savoir et le plaidoyer revêtent une importance primordiale pour les activités de la Banque dans le domaine du changement climatique. La Banque a déployé des efforts soutenus pour améliorer la visibilité des négociateurs africains dans les instances internationales consacrées aux questions relatives au climat et pour élaborer une position africaine cohérente à la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique de 2009 (COP15), tenue à Copenhague (Danemark). Cet appui se poursuivra pendant la période du FAD-12 pour maintenir l'engagement de l'Afrique dans le débat international sur le climat. Le programme de travail indicatif du Plan d'action pour le changement climatique est axé sur le renforcement des capacités des PMR et l'accroissement de la sensibilisation sur les vulnérabilités et les risques, les menaces et les possibilités offertes en matière de climat au niveau de chaque pays. La priorité sera accordée aux pays les plus vulnérables, et notamment aux petits États insulaires en développement et aux États fragiles.
- 3.9 La stratégie CRMA souligne le fait que pour atténuer les effets attendus du changement climatique en Afrique, les stratégies d'adaptation et de gestion des risques de catastrophes doivent être en même temps analysées et intégrées dans les processus et systèmes de planification, de budgétisation et d'exploitation, aussi bien au sein de la Banque qu'au sein des PMR. La Banque aide les gouvernements à concevoir et à intégrer les stratégies de gestion du risque climatique dans les politiques sectorielles nationales, et à mettre en œuvre des réformes institutionnelles. Au titre du FAD-11, la Banque, avec l'appui des fonds bilatéraux portugais, joue un rôle de chef de file dans l'élaboration de plans nationaux pour le changement climatique au Cap-Vert, en Guinée-Bissau, et à Sao Tomé et Principe. Au titre du FAD-12, cet appui sera étendu à d'autres PMR.

***Adaptation: importance du savoir et d'une approche proactive***

- 3.10 Même en cas de réduction des émissions mondiales de carbone, l'Afrique sera toujours confrontée à de nombreux défis associés au changement climatique, d'où le caractère impératif des mesures d'adaptation. Les capacités limitées de l'Afrique en matière d'adaptation s'expliquent par la rareté d'informations pertinentes et opportunes sur le climat. Afin de résoudre ce problème, la Banque fournit un appui pour aider à renforcer les capacités

des centres climatiques régionaux à produire et à assurer la large diffusion d'informations climatiques pertinentes, par le biais du Projet sur le climat pour le développement de l'Afrique (**encadré 2**).

### **Encadré 2: Une initiative multinationale: Projet sur le climat pour le développement de l'Afrique**

Exécuté conjointement par la Commission de l'Union africaine, la Banque africaine de développement et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, le Projet sur le climat pour le développement de l'Afrique (ClimDev-Afrique) est la réponse continentale au changement climatique mondial en Afrique. Le projet ClimDev-Afrique entend engager les fournisseurs d'informations climatiques, tels que les services météorologiques et hydrologiques nationaux (NMHS), les homologues sous-régionaux des NMHS, et les agences de développement, dans les efforts visant à réduire le fossé entre les services climatiques et les priorités en matière de développement. Il vise à renforcer les capacités des institutions chargées du climat en Afrique à produire et à mettre à disposition des informations pertinentes sur le climat, aux fins de planification. Le Conseil a approuvé la création du Fonds spécial ClimDev-Afrique (CDSF), qui servira de mécanisme de financement du projet. Le CDSF sera soumis à l'approbation du Conseil des Gouverneurs lors des Assemblées annuelles de mai 2010. En attendant l'activation du CDSF, la Banque a fourni un don d'environ 30 millions d'USD pour le renforcement des capacités de quatre centres climatiques régionaux en Afrique : le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD), le Centre régional AGRHYMET, le Centre de prévisions et d'applications climatiques de l'IGAD, et le Centre de suivi de la sécheresse dans la région de la Corne de l'Afrique. Ce don servira également à renforcer les capacités des scientifiques africains à produire et à diffuser d'importantes informations pertinentes sur le climat.

- 3.11 La Banque élabore actuellement des directives et outils novateurs pour l'intégration des dimensions du changement climatique dans ses projets. Depuis 2009, la Banque s'est attachée à mettre tous ses nouveaux projets à l'épreuve du climat<sup>6</sup>, et ce à partir de la phase de conception (**voir encadré 3**). Les indicateurs de performance clés concernant le changement climatique, à travers la Banque, enregistrent le nombre de projets financés par la Banque, qui ont été mis à l'épreuve du climat. Les projets ont été examinés par des experts de la Banque dans le domaine du changement climatique pour vérifier si leur conception tient compte des tendances du climat prévues dans leurs zones respectives d'implantation. Une version bêta d'un outil informatique d'examen des risques liés au climat, mise au point conjointement avec la Banque mondiale, fait actuellement l'objet de tests et sera mise à la disposition des chefs de projets de la Banque d'ici le troisième trimestre de 2010. Cet outil sera continuellement affiné et étendu pendant la période du FAD-12 pour évaluer les émissions de GES des projets financés par la Banque. L'objectif visé est de traiter de plus en plus le changement climatique comme une question de sauvegarde.

### **Encadré 3: Mettre à l'épreuve du climat le projet routier Ndali-Nikki-Chicandou-frontière bénino-nigériane**

Le Projet routier Ndali-Nikki-Chicandou-frontière du Nigeria porte sur l'aménagement et le bitumage d'une route frontalière d'une longueur de 77 km. La zone d'impact de ce projet est caractérisée par un climat tropical, avec deux saisons : une saison sèche d'une durée de sept mois, avec des températures élevées (38°C à 40°C), et une saison des pluies d'une durée d'environ cinq mois, avec des précipitations annuelles de 1 100 mm. Les menaces pour cette route sont notamment les inondations intermittentes, pendant la saison des pluies, et les fissures dans la couche de revêtement pendant la saison sèche. Ces fissures sont ensuite aggravées par les pluies. La conception du projet prévoit un certain nombre de dispositions pour compenser les effets possibles des augmentations prévues dans les précipitations et les températures : par exemple, la construction de systèmes de drainage et d'évacuation des eaux de pluies de façon à mettre à l'abri les biens et les actifs ; le remblayage des zones basses ; la restauration du couvert végétal dans les lieux d'emprunt ; la plantation de gazon sur les pentes ; et les travaux de déblayage/remblayage pour accroître la longévité de la route. Afin d'atténuer les émissions attendues de dioxyde de carbone, du fait du bitumage de la route et de l'accroissement du trafic motorisé, des arbres seront systématiquement plantés dans le cadre du projet et le couvert végétal sera rétabli pour mettre en place des pièges à carbone capables d'absorber le dioxyde de carbone. Le projet permettra également de réduire la consommation de carburant, en raccourcissant les durées de trajet.

<sup>6</sup> Par mettre à l'épreuve du climat, l'on entend concevoir, implanter, exécuter, gérer et entretenir des projets de façon à minimiser d'une manière rentable les risques liés au changement climatique.

- 3.12 En 2009, la Banque a procédé à l'évaluation de son portefeuille de projets pour la période 2007-2008, afin de recenser les projets et programmes menacés par le changement climatique. Sur les 66 projets sensibles au climat évalués, 47 ont été considérés comme à risque. Des ressources sont mobilisées auprès du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour renforcer la résistance de ces projets et faire de ceux-ci des projets à l'épreuve du climat (**encadré 4**). Au titre du FAD-12, la Banque entend contribuer à la mobilisation de ressources accrues auprès du FEM pour financer le coût croissant des activités visant à s'assurer que ses investissements, notamment dans l'infrastructure, sont à l'épreuve du climat.

#### **Encadré 4: Projet de gestion participative intégrée des bassins versants en Gambie**

La Banque a approuvé le Projet de gestion participative intégrée des bassins versants, qui vise à réduire la pauvreté et à améliorer la sécurité alimentaire des ménages en Gambie, par l'augmentation durable de la productivité des terres et la réduction de l'érosion des sols. Une revue du portefeuille de l'agriculture de la Banque, conduite en 2007, a montré que la durabilité de l'environnement et l'adaptation au changement climatique devaient être intégrées dans ce projet. En septembre 2007, la Banque a demandé une rallonge de 4,4 millions d'USD auprès du Fonds pour l'environnement mondial à cette fin. Le projet devrait contribuer à améliorer les mesures d'adaptation et d'atténuation par : i) l'inversion des tendances à la baisse de la productivité des sols du pays ; ii) la restauration du couvert végétal et de la diversité de l'habitat dans les zones marécageuses et les mangroves des basses terres détériorées et dans les zones de pâturages et les zones forestières/boisées des hautes terres ; iii) l'accroissement de la biodiversité (espèces de la flore et de la faune) dans les zones de production vivrière, animale et forestière ; iv) la réduction des émissions de carbone, par l'utilisation de foyers éco-énergétiques consommant moins de bois (et ralentissant de ce fait le déboisement) ; v) l'adoption de pratiques de labour permettant de conserver les sols ; vi) la séquestration accrue du carbone, par l'augmentation des niveaux des matières organiques des sols et l'accroissement de la quantité de la biomasse d'origine forestière et d'autres formes de biomasse ; et vii) l'amélioration de la gestion des bassins versants et du paysage, de façon à réduire les pertes de sol et d'eau dans les hautes terres et les dépôts sédimentaires dans les basses terres où l'on pratique la riziculture. Le projet est un bon exemple d'une réponse gagnant-gagnant, dans la mesure où il combine la gestion durable des terres avec les mesures permettant de faire face aux défis auxquels est confrontée l'Afrique dans les domaines du changement climatique et de la sécurité alimentaire.

- 3.13 Au titre du FAD-12, la Banque intensifiera et maintiendra son appui pour les mesures d'adaptation préconisées au titre du FAD-11 et dans le Plan d'action de la Banque pour le changement climatique. La Banque alignera ces mesures sur la nécessité pour les PMR de réduire leur vulnérabilité au changement climatique et œuvrera à la promotion de la résistance au climat dans les investissements déjà financés et à financer par la Banque. Elle collabore déjà avec les PMR et les autres partenaires au développement à l'exécution de projets résistant au climat et présentant des avantages durables en matière d'adaptation dans les principaux secteurs vulnérables tels que l'agriculture et les ressources naturelles (**encadré 5**). Plusieurs projets à l'épreuve du climat, présentés en détail dans le Plan d'activités pour le secteur de l'eau et dans la Stratégie pour le secteur de l'agriculture, aideront à renforcer les capacités d'adaptation des ménages d'agriculteurs en Afrique, qui représentent environ 70 % de la population du continent. Le coût de la mise en œuvre du Plan d'activités pour le secteur de l'eau est estimé à environ 4,97 milliards d'unités de compte (UC).

#### **Encadré 5: Programme d'appui au développement durable du Lac Tchad**

Le Lac Tchad est en train de s'assécher. Avec seulement 2 500 km<sup>2</sup> à l'heure actuelle, sa superficie ne représente plus qu'environ 10 % de ce qu'elle était dans les années 60. Près de 30 millions de personnes vivent dans le bassin du Lac Tchad. Il s'agit essentiellement d'agriculteurs, d'éleveurs et de pêcheurs, qui dépendent de l'écosystème et des ressources naturelles du bassin qui s'épuisent considérablement, en partie sous l'effet du changement climatique. En réponse, la Banque africaine de développement finance le Programme d'appui au développement durable du Lac Tchad, d'un coût de 90 millions d'USD. Ce programme vise à augmenter le volume des eaux se déversant dans le lac, à rétablir la productivité des écosystèmes du lac par la restauration de 8 000 hectares de dunes de sable et la lutte contre l'érosion sur une superficie de 27 000 hectares, et à mettre un terme à la prolifération de la végétation étouffant le lac. La gestion judicieuse et intégrée des ressources naturelles du bassin du lac devrait permettre d'augmenter de deux tiers le revenu des populations ciblées par le projet, et notamment des femmes, et d'améliorer en même temps la sécurité alimentaire.

### **Atténuation: Appuyer la croissance à faible intensité de carbone en Afrique**

- 3.14 S'agissant de l'atténuation, l'objectif des mesures proposées au titre du FAD-12 est de placer les PMR sur la voie d'un développement économique à faible intensité en carbone. Les efforts seront axés sur la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable et les pratiques concourant à l'efficacité énergétique, la promotion de l'utilisation durable des terres et de la gestion durable des forêts, la mise en œuvre d'initiatives en faveur du transport durable, et l'élaboration de mesures d'atténuation appropriées au niveau national (NAMA). Les NAMA portent sur les mesures volontaires sur la base desquels les pays en développement s'engagent à contribuer aux efforts mondiaux d'atténuation des effets néfastes du changement climatique, tout en œuvrant à la réalisation de leurs objectifs de développement. La BAD aidera les pays africains à élaborer leurs NAMA pendant la période du FAD-12. La première initiative de la BAD à cet égard consistera à organiser des consultations régionales pour harmoniser les approches des PMR concernant le processus et le cadre des NAMA. La Banque aidera également les PMR à constituer une réserve de NAMA pouvant être mises en œuvre rapidement après 2012. Ces mesures peuvent aboutir à des gains économiques majeurs et à une réduction substantielle de la pauvreté.
- 3.15 Il est indispensable de mettre en valeur l'énergie renouvelable pour réduire la pauvreté liée à l'énergie sur le continent, en particulier dans les zones rurales. Par l'intermédiaire de ses départements chargés des secteurs public et privé, le Groupe de la Banque a augmenté substantiellement ses investissements dans l'énergie renouvelable en Afrique. Au titre du FAD-12, la Banque œuvrera à la promotion de projets d'efficacité énergétique et de mécanismes permettant d'améliorer l'accès des PMR aux technologies à faible intensité de carbone. Entre autres, la Banque aidera l'Afrique à tirer parti de son énorme potentiel hydroélectrique (13 % du potentiel mondial) dont une proportion de 7 % seulement est jusqu'à présent en exploitation. Le Projet de centrale éolienne du Lac Turkana, décrit dans l'**encadré 6**, illustre les activités menées par la Banque dans ce domaine. Plusieurs projets et programmes d'énergie propre ont été exécutés dans les pays à faible revenu (par exemple, les projets d'hydroélectricité de petite envergure à Madagascar et en Ouganda). Le FAD-12 offre une possibilité unique d'améliorer l'accès à l'énergie moderne et abordable pour un grand nombre d'Africains actuellement privés d'électricité (près de 80 % des Africains des zones rurales et de 60 % des Africains des zones urbaines).

#### **Encadré 6: Projet de centrale éolienne du Lac Turkana au Kenya**

Selon l'estimation des services d'électricité du Kenya, une proportion de 14 % seulement de la population a accès à l'électricité dans ce pays. Il est donc nécessaire d'accroître la production d'électricité pour permettre à un plus grand nombre de personnes d'avoir accès à l'énergie et pour appuyer la croissance économique. La situation est aggravée par la dépendance excessive du Kenya à l'égard de l'hydroélectricité (l'hydroélectricité fournit environ 50 % de l'énergie dans le pays), dont l'approvisionnement est souvent peu fiable, en particulier pendant la saison sèche. Pour répondre aux besoins en matière d'énergie, le Kenya devra importer la moitié de son énergie d'ici 2020. Le Gouvernement du Kenya entend réduire sa dépendance à l'égard de l'énergie importée et des hydrocarbures fossiles, tout en veillant à l'approvisionnement fiable en électricité, et notamment en énergie propre, à un coût abordable. Dans le cadre du Projet de centrale éolienne du Lac Turkana, 365 turbines éoliennes seront construites, 200 km de routes et les ponts sur ces routes seront renforcés pour transporter les turbines du port de Mombasa jusqu'au nord-est du Kenya, et des lignes de transport d'électricité supplémentaires, d'une longueur totale estimée à 426 km, seront aménagées pour le raccordement au réseau électrique national. L'électricité fiable, continue et propre ainsi produite dotera le pays de 300 MW d'énergie abordable et augmentera de 30 % la capacité du Kenya dans le domaine de l'énergie. Le projet devrait réduire les émissions de carbone de 16 millions de tonnes pendant sa durée de vie qui est de 20 ans. Son coût est estimé à environ 459 millions d'euros. La Banque africaine de développement (BAD), qui est le principal intermédiaire, facilitera la totalité de la dette grâce au Partenariat pour le financement en Afrique. La BAD s'est elle-même engagée à octroyer un prêt d'un montant ne dépassant pas 100 millions d'euros.

- 3.16 Parmi les projets du Groupe de la Banque jugés susceptibles d'accroître l'efficacité énergétique figurent les projets d'interconnexion des réseaux électriques, notamment en Afrique de l'Est et en Afrique australe. L'interconnexion des réseaux permet de s'assurer que les usagers bénéficient de l'électricité. Les projets d'énergie représentent 31 % de la réserve potentielle des projets d'infrastructure au titre du FAD-12. Il est également important de

fournir un appui ciblé pour introduire des améliorations dans les politiques et la réglementation. Ces améliorations sont nécessaires pour tirer les initiatives en faveur de l'accroissement de l'efficacité énergétique et augmenter la part de l'énergie renouvelable dans les PMR. Des campagnes de renforcement des capacités seront lancées pour faciliter la participation de l'Afrique aux marchés internationaux du crédit-carbone et pour aider les PMR à bénéficier des transferts de technologie au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

- 3.17 Au niveau mondial, le déboisement est la deuxième plus grande source d'émissions, après le secteur de l'énergie, et est responsable d'environ 30 % des émissions de GES. En conséquence, la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des terres produirait des avantages substantiels, à un faible coût. Plusieurs projets et programmes, y compris le Fonds pour les forêts du bassin du Congo (**encadré 7**), sont en cours d'exécution dans le cadre du mécanisme pour la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts, et pour l'utilisation durable des terres (REDD+). Ces opérations seront intensifiées d'une manière significative au titre du FAD-12. La Banque engagera ses PMR pour l'élaboration de stratégies et de cadres réglementaires, afin de permettre aux PMR de tirer parti des possibilités offertes par le mécanisme REDD+. Les interventions financées par le Fonds devraient permettre de réduire de 2 % le taux de déboisement et de dégradation des terres en Afrique, d'ici 2014.

#### **Encadré 7: Fonds pour les forêts du bassin du Congo**

Le Fonds pour les forêts du bassin du Congo (FFBC) est un mécanisme financier multidonateurs, abrité par le Département de l'agriculture et de l'agro-industrie de la Banque africaine de développement. Le FFBC a été créé en juin 2008 et bénéficie d'un appui du Royaume-Uni et de la Norvège. Le principal objectif du FFBC est de réduire la pauvreté et de s'attaquer au changement climatique par la réduction du déboisement. Il octroie aux entités éligibles des dons pour appuyer les activités permettant de ralentir et d'inverser en fin de compte la tendance des taux de déboisement dans le bassin du Congo, et appuie les mécanismes de conservation des forêts. Depuis novembre 2009, date à laquelle le FFBC est devenu opérationnel, 15 projets de la société civile, d'un coût total de 15 millions d'euros, ont été approuvés, et les décaissements ont déjà commencé. En 2010, le FFBC se propose d'approuver des projets de plus grande envergure, et notamment des activités pilotes du mécanisme REDD+, à hauteur d'environ 100 millions d'euros. Les forêts du bassin du Congo constituent la deuxième plus grande réserve forestière du monde, dans la mesure où elles couvrent quelque 200 millions d'hectares et séquestrent environ 500 millions de tonnes de dioxyde de carbone par an. Environ 80 millions d'habitants du bassin du Congo, en particulier les groupes vulnérables (les femmes et les communautés autochtones), sont les principaux bénéficiaires du FFBC. Le FFBC bénéficie également à des institutions, et notamment à des entités publiques centrales et locales des pays membres régionaux de la Banque africaine de développement.

- 3.18 Les projets ciblant le secteur du transport représentent environ 63 % de la réserve potentielle de projets d'infrastructure au titre du FAD-12. Les ressources du FAD-12 seront utilisées pour appuyer le transport durable et sobre en carbone et les projets relatifs au transport public de masse et au transport ferroviaire. Au nombre de ces projets, il y a lieu de citer le système proposé de transport métropolitain de Nairobi (Métro de Nairobi), qui aidera à mettre en place un système de transport public urbain durable pour la zone métropolitaine de Nairobi. En complément de son appui pour l'infrastructure dure, le FAD-12 aidera les PMR à élaborer et à mettre en œuvre des cadres financiers et réglementaires pour promouvoir le transport durable.

#### ***Partenariats : l'impératif de collaboration***

- 3.19 Le changement climatique est un défi majeur à l'échelle mondiale, et aucune organisation ne peut s'y attaquer toute seule. La Banque renforcera donc sa collaboration avec les autres banques multilatérales de développement, les agences des Nations Unies et le Fonds pour l'environnement mondial, dans les efforts visant à relever ce défi. La collaboration de la Banque avec ces entités offrira la possibilité de tirer parti de l'expertise internationale dans le domaine du changement climatique, tout en favorisant la mobilisation de ressources par le biais des cofinancements. La Banque collaborera avec les PMR à l'amélioration de leur accès aux fonds mondiaux.

- 3.20 La Banque collabore avec la Commission de l'Union africaine et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à la mise en œuvre du programme ClimDev-Afrique. La Banque finance un projet d'appui institutionnel, d'une valeur de 30 millions d'USD, pour améliorer la production et l'accès du continent aux informations climatiques, et pour renforcer les capacités des décideurs dans la prise en compte de ces informations dans l'élaboration des politiques et des plans. Au cours de la période du FAD-12, la Banque s'appuiera sur ces partenariats pour promouvoir les projets et programmes permettant d'accroître la résistance au changement climatique dans la région.
- 3.21 Conjointement avec plusieurs partenaires, la Banque a lancé le Cadre de Nairobi<sup>7</sup> pour accroître la participation de l'Afrique au marché du carbone, par l'intermédiaire du Mécanisme de développement propre (MDP) mis en place au titre du Protocole de Kyoto. Par le biais de cette initiative, la Banque a appuyé la formation des autorités nationales, des négociateurs africains et des spécialistes de l'élaboration de projets dans le domaine de l'élaboration de projets susceptibles de bénéficier des concours du MDP. En réponse à la demande des PMR, la Banque se propose de créer une facilité africaine du carbone. Cette facilité utilisera les financements publics pour promouvoir la mobilisation des ressources auprès du secteur privé en vue de combler le déficit de financement pour s'attaquer au changement climatique, par le biais du MDP et du REDD+.
- 3.22 La Banque met conjointement en œuvre les fonds d'investissements climatiques, qui comprennent le Fonds pour les technologies propres (FTP), et le Fonds stratégique pour le climat. Par l'intermédiaire du FTP, les PMR à revenu intermédiaire recevront les financements approuvés, d'un montant de 1,7 milliard d'USD (annexe I), sous forme de prêts à des conditions concessionnelles. Ces PMR peuvent aussi bénéficier de dons limités au titre de l'assistance technique et de la préparation des projets. Des financements par capitaux propres et des prêts non privilégiés sont également disponibles pour les projets du secteur privé dont l'assise financière doit être renforcée. Le FTP a commencé à mettre en œuvre ses plans d'investissement en faveur de l'Égypte et du Maroc, et il s'efforce actuellement d'identifier des projets en Afrique du Sud. Le Projet d'énergie solaire concentré en Afrique du Nord sera bientôt lancé et fournira une base pour d'autres interventions. Si les projets émergents d'énergie propre et de transport durable du FAD doivent être financés par l'intermédiaire des fonds d'investissements climatiques, il est nécessaire d'accorder l'attention voulue à l'ouverture de tels fonds aux projets régionaux ou aux groupes de projets des pays FAD. Une proportion de moins d'un tiers des ressources du FTP destinée à l'Afrique sera acheminée par l'intermédiaire de la BAD, le reste étant acheminé essentiellement par l'intermédiaire de la Banque mondiale et de la Société financière internationale. L'attention voulue doit également être accordée aux modalités de répartition des fonds, pour que chaque banque multilatérale de développement dispose de ressources suffisantes pour compléter ses programmes d'investissement.
- 3.23 Le Fonds stratégique pour le climat a trois programmes : le Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques, le Programme d'investissement pour la forêt, et le Programme d'intensification de l'énergie renouvelable dans les pays à faible revenu. Ces trois programmes visent tous à financer les nouveaux projets pilotes ciblant le changement climatique, en intensifiant le potentiel dans les pays en développement. La BAD collabore avec la Banque mondiale à l'élaboration des programmes et projets d'investissement, au titre du Programme pilote pour la résistance aux chocs climatiques, au Mozambique, au Niger et en Zambie. La Banque collabore également avec les autres banques multilatérales de développement, par le biais du Programme d'intensification de l'énergie renouvelable dans les pays à faible revenu, pour appuyer les efforts des pays à faible revenu visant à étendre l'accès à l'énergie par l'intensification des solutions axées sur la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable. Cette collaboration permettra de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté liée à l'énergie dans les PMR.

---

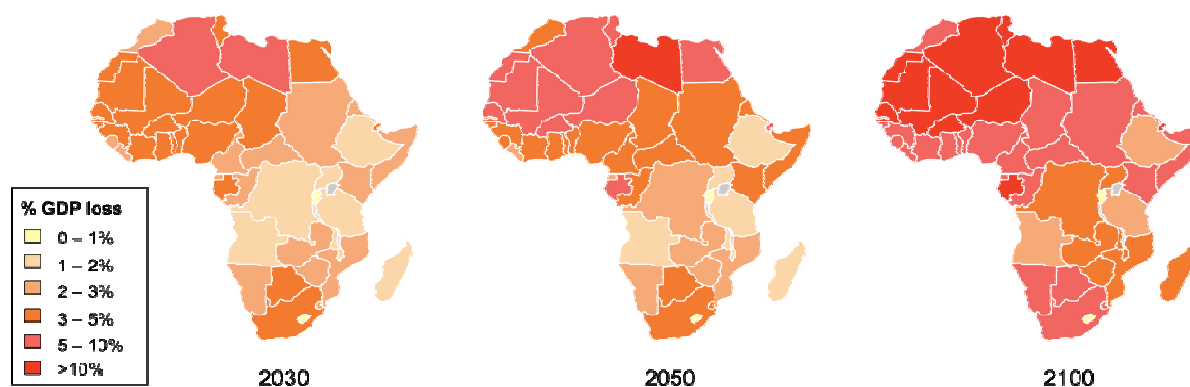
<sup>7</sup> Les partenaires participant au Cadre de Nairobi sont notamment le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, le Groupe de la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, et le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

- 3.24 La BAD collabore par ailleurs avec la Banque asiatique de développement et la Banque interaméricaine de développement à la promotion du Partenariat pour le transport durable et à faible intensité en carbone, lancé à Bangkok (Thaïlande), le 25 septembre 2009. Ce partenariat vise à fournir des options et des conseils pour le développement de systèmes de transport durable à travers le monde, afin de guider les négociations internationales sur le changement climatique.

#### 4. Financement du changement climatique en Afrique

- 4.1 Bien que l'Afrique soit actuellement une faible source d'émissions de GES, ses émissions pourraient augmenter substantiellement, en l'absence d'efforts concertés d'atténuation. L'Afrique a la possibilité de promouvoir une économie à faible intensité en carbone et d'éviter de se retrouver coincée sur la voie d'une croissance à forte intensité de carbone, à l'instar des pays développés. Toutefois, les mesures d'adaptation et d'atténuation entraînent des coûts supplémentaires. Selon les estimations, les coûts des mesures récentes d'adaptation au changement climatique et des mesures visant à faire emprunter à l'Afrique la voie d'une croissance à faible intensité de carbone s'élèveront respectivement à 22 milliards d'USD et 31 milliards d'USD par an entre 2010 et 2015, et à 52 milliards d'USD et 68 milliards d'USD par an en 2030. Ces coûts pourraient augmenter substantiellement si des mesures promptes ne sont pas prises pour réduire le réchauffement planétaire.
- 4.2 Des évaluations récentes ont montré que le coût économique du changement climatique en Afrique sera probablement beaucoup plus élevé, en valeur relative, par rapport aux autres régions du monde. Même à court terme, ces coûts pourraient être d'un niveau significatif. Selon les estimations, en l'absence d'un accord international sur les émissions, le coût économique moyen du changement climatique en Afrique sera de l'ordre de 1,3 % à 3 % du produit intérieur brut par an en 2030, et d'un niveau plus élevé encore par la suite (figure 1).
- 4.3 Conscients de la possibilité d'un sombre avenir, les pays africains et les autres pays en développement sont allés à Copenhague, dans l'espoir d'y obtenir un accord sur le changement climatique, qui permettrait de garantir des financements supplémentaires, prévisibles et durables pour aider ces pays à apaiser leurs préoccupations dans le domaine du changement climatique. En l'absence d'un accord clair sur de tels financements et compte tenu de la demande croissante de financements de la Banque dans le domaine du changement climatique, demande émanant particulièrement des pays africains à faible revenu, le Groupe de la Banque se propose de fournir une autre forme novatrice d'appui, y compris en matière de plaidoyer.

**Graphique 1: Projections concernant le coût économique du changement climatique en Afrique**



**Notes:** PIB = produit intérieur brut.

**Source:** Institut de Stockholm pour l'environnement, 2009.

- 4.4 Des ressources financières substantielles sont requises, au titre du FAD-12, pour permettre aux pays FAD de faire face aux problèmes liés au changement climatique. Le coût indicatif total des projets et programmes relatifs au changement climatique pour les pays BAD et FAD, sur la période 2010-2014, est d'environ 11,5 milliards d'USD. Une liste indicative des projets relatifs au changement climatique, qui seront exécutés pour les pays BAD et FAD, est présentée à l'annexe II. Afin de construire pour l'Afrique la voie menant vers une croissance solide et à faible intensité de carbone, le continent devra mobiliser des financements extérieurs supplémentaires substantiels. Les PMR et la Direction explorent plusieurs sources potentielles de financements, y compris les ressources additionnelles promises au titre du Fonds vert pour le climat de Copenhague. Toutes les options seront explorées pour appuyer la mise en œuvre des mesures visant à compléter celles qui seront prises au titre du FAD-12 et de la sixième augmentation générale du capital.

## **5. Conclusion**

- 5.1 Au cours de la période du FAD-11, la Banque a élaboré des politiques et stratégies, et a mis au point des outils pour guider ses activités dans le domaine du changement climatique. La Banque exécute également plusieurs projets présentant des avantages en matière d'adaptation dans les secteurs de l'agriculture, de l'eau, du transport et de l'énergie. Ces initiatives sont conformes à la Stratégie à moyen terme de la Banque, qui préconise la prise en compte du changement climatique dans l'élaboration des politiques et des plans.
- 5.2 Au titre du FAD-12 et dans le contexte des priorités stratégiques du FAD, le Fonds intégrera dans ses opérations les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Ces mesures seront guidées par les politiques et stratégies actuelles et futures du Groupe de la Banque pour aider l'Afrique à atténuer ce phénomène mondial. Les plénipotentiaires sont invités à partager leurs vues sur les questions relatives au changement climatique en Afrique et le rôle du Fonds au titre du FAD-12.



**Annexe I: Fonds pour les technologies propres en Afrique: plans d'investissement des pays et fonds alloués**

<b>Pays ou région</b>	<b>Montant total alloué par le FTP (en millions d'USD)</b>	<b>Montant alloué à la BAD (en millions d'USD)</b>	<b>Secteur</b>	<b>Observations</b>
Égypte	300	50*	a. Énergie b. Transport	Approbation en mars 2009
Maroc	150	50	a. Transport b. Énergie	Approbation en octobre 2009
Afrique du Sud	500	175	a. Énergie	Approbation en octobre 2009
Moyen-Orient et région de l'Afrique du Nord (Algérie, Égypte, Maroc, Tunisie)	750	250**	a. Énergie solaire concentrée	Approbation en novembre 2009
Nigeria	200	100	a. Transport b. Énergie	À soumettre au Comité du Fonds fiduciaire en novembre 2010
<b>Total</b>	<b>1700</b>	<b>525</b>	S.O.	S.O.

**Notes:** BAD = Banque africaine de développement; FTP = Fonds pour les technologies propres; S.O. = Sans objet.

**Source:** Banque mondiale ([www.worldbank.org/cif](http://www.worldbank.org/cif)).

## Annexe II: Liste indicative des projets de la réserve relatifs au changement climatique – 2010-2014

Projets	Lieu	Coût (en USD)	Présentation succincte
<b>Énergie renouvelable</b>			
Projet d'hydroélectricité des chutes de Rusumo	Multinational (Burundi, Rwanda, Tanzanie)	250,00 millions	Le projet régional d'hydroélectricité à fins multiples des chutes de Rusumo est en cours d'élaboration conjointe par le Burundi, le Rwanda et la Tanzanie. Dans le cadre de ce projet, jusqu'à 75 MW seront produits et partagés entre les trois pays ; des lignes de transport seront construites pour relier la centrale hydroélectrique des chutes de Rusumo aux réseaux électriques nationaux du Rwanda, du Burundi et de la Tanzanie, ainsi qu'à la zone d'influence du projet ; un mécanisme institutionnel/entité de propriété conjointe sera créé pour la cogestion de la production et de la distribution d'électricité aux sociétés nationales d'électricité.
Projet d'hydroélectricité de Ruzizi	Multinational (Rwanda, Burundi, RDC)	366,00 millions	Les centrales hydroélectriques de Ruzizi I et II sont gérées comme une société tri-nationale (Burundi, Rwanda et République démocratique du Congo), mais la production d'électricité est insuffisante pour répondre aux besoins des zones adjacentes dans les trois pays, et il est prévu de construire la centrale de Ruzizi III à 25 km en aval. L'étude de préaisabilité détaillée et les projets de dossiers d'appel d'offres ont été préparés pour la centrale de Ruzizi III.
Interconnexion et production d'hydroélectricité - CLSG	Multinational (Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Libéria, Guinée)	462,00 millions	Le projet d'interconnexion CLSG porte sur la construction d'une ligne de transport haute tension, d'une longueur d'environ 1 360 km, pour relier la Côte d'Ivoire, la Sierra Leone, la Guinée et le Libéria. L'objectif du projet d'interconnexion est de faciliter l'échange d'électricité et d'énergie à faible coût, initialement entre la Côte d'Ivoire et les pays en situation de post-conflit que sont le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée, et de conduire en fin de compte à la mise en valeur des sources d'énergie hydroélectrique dans la région. Les travaux de construction de la ligne de transport devraient commencer en 2011, et la réception de celle-ci est prévue en 2013.
Phase II du projet de Bumbuna	Multinational (Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Libéria, Guinée)	420,00 millions	La centrale de Bumbuna II est la deuxième phase de la centrale de Bumbuna I qui a été financée par la BAD et qui a été réceptionnée en 2009. Les autres cofinanciers du projet sont le DFID, la Banque mondiale, le Gouvernement de l'Italie, l'OPEP et le Gouvernement de la Sierra Leone. La centrale de Bumbuna I a une puissance installée de 50 MW et constitue la principale source de production d'électricité pour la Sierra Leone. Le projet est implanté sur le fleuve de la Seli, dans la province du centre. En amont du fleuve Seli, la Sierra Leone se propose de construire un autre barrage hydroélectrique qui sera la base de la centrale de Bumbuna II. La puissance installée de cette nouvelle centrale devrait être de l'ordre de 225 à 275 MW.
Centrale d'électricité d'Adjarala	Togo	346,00 millions	Le projet d'hydroélectricité d'Adjarala sera implanté sur le fleuve Mono, à une centaine de km en aval du barrage existant de Nangbéto. La centrale hydroélectrique aura une puissance installée de 147 MW. Le principal avantage du projet est la mise en valeur du potentiel hydroélectrique du fleuve Mono que se partagent la République du Togo et la République du Bénin, ainsi que l'amélioration de l'autosuffisance énergétique dans ces deux pays.

Centrale électrique d'Itezhi-Tezhi	Zambie	390 millions	Le projet d'Itezhi-Tezhi (ITT) porte sur la construction d'une centrale électrique de 120 MW, en utilisant le barrage existant sur le fleuve Kafue, à quelque 300 km à partir de la confluence des fleuves Kafue et Zambèze, au sud de la Zambie. Le projet portera également sur la construction d'une ligne de transport de 298 km entre Itezhi-Tezhi et Lusaka, via Mumbwa. Le coût de la composante relative à la production d'électricité est estimé à 275 millions d'USD, contre 115 millions d'USD pour la ligne de transport. Les études de faisabilité du projet sont achevées.
Centrale éolienne de l'ESKOM	Afrique du Sud	300 millions	Située à 160 km au nord du Cap, cette centrale produira environ 100 MW d'électricité. La portée du projet a pleinement été définie et précisée, et l'étude d'impact environnemental (EIE) y afférente a été achevée.
Centrale d'énergie solaire concentrée d'Upington	Afrique du Sud	875 millions	Il s'agit de la toute première centrale d'énergie solaire concentrée à vocation commerciale de l'Eskom en Afrique australe, avec une capacité de 100 MW. Toutes les études de faisabilité ont été achevées, et les travaux de construction, au titre du projet, peuvent commencer dans les six mois suivant la conception finale du projet et la revue des mesures d'atténuation des risques.
Centrale hydroélectrique de Gibe III	Éthiopie		La centrale de Gibe III en Éthiopie fournira 1 870 MW d'électricité pour répondre à la demande intérieure et augmenter les exportations d'électricité à destination du Kenya voisin.
Programme de développement énergétique de l'OMVG	Multinational (Guinée, Guinée-Bissau, Sénégal, Gambie)	620 millions	Le projet de l'OMVG porte sur l'installation de deux postes de production d'énergie hydroélectrique, l'un à Sambangalou (Sénégal), avec une puissance installée de 128 MW, et l'autre à Kaleta (Guinée), avec une puissance installée de 240 MW. Il porte également sur la construction de systèmes d'interconnexion entre les réseaux électriques des quatre pays membres de l'OMVG, systèmes composés d'une ligne de transmission de 225 kV, d'une longueur totale de 1 677 km, et de 15 postes de transformation. Ce projet permettra de fournir à quatre pays d'Afrique de l'Ouest l'énergie renouvelable à un faible coût.
<b>Transport durable</b>			
Projet de chemin de fer Dar Es-Salaam Isaka-Kigali/ Keza-Musongati (700 km)	Burundi, Rwanda, Tanzanie	3,5 milliards	La ligne de chemin de fer reliera le Rwanda et le Burundi, deux pays sans littoral, au réseau ferroviaire tanzanien et au port de Dar-Es-Salaam, en Tanzanie. Les études de faisabilité ont été achevées en 2008, grâce à un financement de la Banque. La phase II de ces études s'achèvera en 2011, toujours grâce à un financement de la Banque.
Système de transport métropolitain de Nairobi (Métro de Nairobi)	Kenya	1,0 milliard	Le projet contribuera au développement d'un système de transport public urbain durable pour la zone métropolitaine de Nairobi. L'étude de faisabilité est en cours, et la conception suivra, en se basant sur les conclusions du rapport de l'étude de faisabilité. Cette étude devrait s'achever en mi-2012.
Corridor ferroviaire de Mombasa (1 500 km)	Kenya	4,0 milliards	Le projet permettra de renforcer les capacités du secteur du transport, afin d'accroître l'efficacité, la rentabilité et la compétitivité, et de faciliter l'accélération de la croissance économique dans la région. L'étude y afférente sera achevée en 2012.

<b>Eau et agriculture</b>			
Développement de l'irrigation dans le bassin du Bani et à Sélingué (phase II) – sur 40 000 ha	Mali	140,00 millions	Le projet vise à améliorer la gestion des terres en vue d'accroître la production agricole, par l'amélioration de la productivité agricole des cultures irriguées aux fins de sécurité alimentaire.
Recyclage et récolte des eaux aux fins d'irrigation	Botswana	21,00 millions	L'objectif du projet est d'accroître la disponibilité de l'eau aux fins d'irrigation pour augmenter ainsi la production vivrière et le revenu des populations des zones rurales. Le projet portera sur l'installation de stations de purification pour le traitement des eaux usées par les collectivités publiques locales aux fins d'irrigation, ainsi que sur la construction de structures pour l'acheminement des eaux traitées vers les sites d'irrigation ; la construction d'un réservoir et des structures connexes pour la collecte et le stockage des eaux récoltées des systèmes de drainage mis en place par les collectivités publiques locales, et pour l'acheminement de ces eaux vers les sites où elles seront utilisées à des fins agricoles ; la formation du personnel du Ministère de l'Agriculture et des agriculteurs à l'irrigation et à l'utilisation et à la gestion de l'eau.
Projets d'irrigation des petites exploitations agricoles au Zimbabwe (3) – Zhove, Dande	Zimbabwe	126,00 millions	Les activités du projet porteront notamment sur le développement de l'infrastructure d'irrigation, sous forme d'ouvrages de prise d'eau, de canalisations, de canaux principaux et secondaires, de canaux de drainage, et de routes rurales.
Projet d'irrigation du Lower Shire	Malawi	152,00 millions	Mise en place d'un système d'irrigation par gravité sur le fleuve Shire.
Projet d'infrastructure d'irrigation moderne	Maroc	228,00 millions	Modernisation de trois bassins hydrauliques à Moulaya, Loukkos et El Ghjarb.
Réhabilitation du barrage de Zefta	Égypte	699,00 millions	Le barrage de Zefta sur la branche Damietta du Nil, à 1 046 km du barrage d'Assouan. Ce barrage permet de contrôler le niveau de l'eau en amont de la branche Damietta (réservoir de Zefta). Le barrage de Zefta a été initialement conçu pour desservir une zone de 320 000 hectares, et après sa réhabilitation, il fournira de l'eau à une zone supplémentaire de 100 000 hectares.
Projet d'irrigation du Delta Ouest	Égypte	380,00 millions	Le projet appuie la mise en place d'un système d'acheminement de l'eau vers une zone de 50 000 hectares, située dans le Delta Ouest, afin de garantir la fourniture d'eau en quantité suffisante aux zones cultivées existantes. La zone d'influence du projet est considérée comme hautement productive, le revenu annuel actuel atteignant entre 300 et 500 millions d'USD. Les principales composantes du projet portent sur les postes de pompage, les siphons et les systèmes de transport de l'eau.